



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° 016/2024/DREAL/UD88 du 15 JAN. 2024

**mettant en demeure la société VOIRIOT Pierre pour la carrière qu'elle exploite
sur le territoire de la commune de LANDAVILLE et TILLEUX
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment son article 171-8 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1186/2009 du 11 juin 2009 modifié autorisant la société VOIRIOT Pierre à exploiter une carrière à LANDAVILLE et TILLEUX et une installation de traitement des matériaux sur le site ;
- Vu les dispositions de l'article 5.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 1186/2009 du 11 juin 2009 modifié ;
- Vu la visite de contrôle de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est effectuée le 12 octobre 2023 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé en date du 29 novembre 2023 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société VOIRIOT Pierre, en date du 29 novembre 2023 pour observations éventuelles ;
- Vu le mémoire reçu le 20 décembre 2023 par l'inspection des installations classées, répondant au rapport de visite précité ;

Considérant les constats effectués lors de la visite du 12 octobre 2023 ;

Considérant qu'il existe une aire de stationnement ou de ravitaillement des engins étanches sur la carrière susmentionnée mais que celle-ci n'est pas utilisée ;

Considérant que le non-respect des prescriptions de l'article 5.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 1186/2009 du 11 juin 2009 modifié et de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment la sécurité publique ;

Considérant que les observations émises par la société VOIRIOT Pierre au sujet du rapport de l'inspection, ne remettent pas en question l'objet du présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} : Champ de la mise en demeure

La société VOIRIOT Pierre, dont le siège social est situé Le Haut à LANDAVILLE (88300) est mise en demeure de respecter, pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de les communes de LANDAVILLE et TILLEUX, les dispositions ci-dessous dans les délais prévus.

Article 2 :

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société VOIRIOT Pierre est tenue de stationner et de ravitailler les engins sur une aire étanche conformément aux dispositions des articles 5.6.2 de l'arrêté préfectoral susvisé et 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Article 3 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Elle peut également faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux ou hiérarchique devant l'autorité administrative.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VOIRIOT Pierre et dont copie sera adressée pour information aux maires de LANDAVILLE et de TILLEUX et au sous-préfet de Neufchâteau.

De plus, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Épinal, le 15 JAN. 2024

La Préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général
David PERCHERON